

## *Après une insurrection ouvrière victorieuse : Que s'est passé à Barcelona le 21 juillet 1936?*

**Agustín Guillamón**

Barcelone, mars 2022

### **20 juillet, lundi matin**

Seuls deux bastions fascistes subsistent : le couvent des Carmélites et les Atarazanas<sup>1</sup> avec les Dépendances militaires.

Dès l'aube, une foule énorme assiégeait déjà le couvent des Carmélites, débordant par son impatience le siège des gardes d'assaut. Les assiégés avaient déjà annoncé leur reddition la nuit précédente, bien qu'ils n'aient pas cessé de tirer sur toute tentative d'approche des assiégeants. La complicité active des frères [carmélites] avec les rebelles, à qui ils avaient donné abri, aide médicale et nourriture, était devenue une certitude parmi les masses entourant le couvent : les religieux avaient également tiré les mitrailleuses qui avaient fait tant de victimes. Vers midi, le colonel Escobar est arrivé, à la tête d'une compagnie de gardes civils, qui a parlementé avec les rebelles factieux pour obtenir leur reddition immédiate. Les portes furent ouvertes, et de l'extérieur on pouvait voir les officiers se mêler fraternellement aux frères détestés. Une masse furieuse, qui débordait les gardes d'assaut et les gardes civils, a envahi le couvent, battant, poignardant ou tirant à bout portant sur les religieux et les soldats, puis a emporté quelques cadavres. Le corps du colonel Lacasa a été décapité, celui du capitaine Domingo a été décapité, mutilé et découpé en morceaux avec une scie, et celui du commandant Rebolledo castré<sup>2</sup>. Des miliciens anonymes ont interrompu cette parade populaire célébrant la victoire avec la tête empalée du colonel. Un taxi a transporté les restes découpés du capitaine Domingo au zoo pour les jeter aux bêtes sauvages<sup>3</sup>.

Au bout des Ramblas, en face du monument à Christophe Colomb, à gauche, se trouvait le bâtiment des Dépendances militaires, et à droite, juste en face, la caserne des Atarazanas, divisée en deux zones, séparées par de vastes cours munis de murs et de portes grillagées : la Maestranza (bâtiment aujourd'hui disparu qui donnait sur la Rambla de Santa Mónica), qui était encore debout, et les anciens chantiers navals médiévaux, qui avaient déjà été repris. Le Palais des Dépendances (aujourd'hui le Gouvernement militaire, où Salvador Puig Antich a été jugé en 1973) abritait tous les services auxiliaires de la Division : tribunaux, bureau d'audit, ministère public, centre de mobilisation, etc.

Les tirs croisés entre les bâtiments des Dépendances, du Monument de Christophe Colomb et des Atarazanas les rendaient imprenables. Depuis le balcon des Atarazanas, qui donnait la Rambla, il y avait un large espace qui provoqua un grand nombre de morts parmi les assaillants. Le siège avait commencé le 19. À l'aube du 20, le soulèvement ayant été maîtrisé dans toute la ville, toutes les forces disponibles ont été déployées sur la Rambla de Santa Mónica en attendant l'assaut final. Une pièce de 7.5, sous le commandement du sergent Gordo, continuait à tirer sur les vieux bâtiments Atarazanas, tandis que le camion qui avait quitté Pueblo Nuevo, avec la mitrailleuse boulonnée à l'arrière de la plate-forme, protégée par des matelas, faisait marche arrière vers la caserne sans cesser de tirer ses rafales de mitrailleuse. La situation devient intenable pour les assiégés : environ 150 hommes, 110 dans les Dépendances et 40 dans les arsenaux. Deux canons et deux mortiers sur le quai renforcent le siège. L'armée de l'air a bombardé et mitraillé assidûment. Des bombes à main ont été lancées depuis

<sup>1</sup> [NDT] Atarazanas Reales de Barcelona (en catalan *Drassanes Reials de Barcelona*). Arcenaux de construction des galères au Moyen Âge, aujourd'hui Musée maritime.

<sup>2</sup> Lacruz, Francisco: *El alzamiento, la revolución y el terror en Barcelona*. Arysel, Barcelone, 1943, p. 50; Romero, Luís: *Tres días de julio*. (Nouvelle). Ariel, Barcelone, 1976, p. 525.

<sup>3</sup> Fontana, José María: *Los catalanes en la guerra de España*. Acervo, Barcelone, 1977.

les terrasses voisines. L'épuisement des munitions des soldats assiégés a conduit à la reddition des soldats des Dépendances militaires qui, après avoir négocié avec le ministère de l'Intérieur pour que les membres des familles des officiers présents dans le bâtiment puissent partir avec des garanties, ont hissé le drapeau blanc peu après midi, permettant aux gardes d'assaut d'entrer. Les anarchistes qui assiègent le dernier bastion des rebelles, à Atarazanas, rejettent l'intervention de la Garde civile et des militants du POUM dans l'assaut final. Le Comité de défense de la Confédération nationale du travail (CNT) et l'ancien groupe "Nosotros" au complet, étaient devant Atarazanas, déterminés à le prendre. Les assaillants anarchistes s'approchent de la caserne, certains s'abritant d'un arbre à l'autre, d'autres "*derrière des rouleaux de papier journal*"<sup>4</sup>. Dans une avancée téméraire, Francisco Ascaso est tué d'une balle dans la tête. Peu après, les combattants se rendirent aux Atarazanas, ils hissèrent le drapeau blanc, à la vue duquel les libertaires sautèrent par-dessus les murs et entrèrent en trombe, tirant sur les officiers et fraternisant avec les troupes. Il n'était pas loin d'une heure de l'après-midi.

En trente-deux heures, le peuple de Barcelone, dans ces journées du 19 et 20 juillet 1936, a vaincu l'armée. Lorsque les deux camps ont fait leurs comptes, le bilan est de quelque quatre cent cinquante morts (principalement des cénétistes) et des milliers de blessés. Presque toutes les églises et tous les couvents, certains dès le matin du 19, ont à nouveau brûlé, ou ont vu des feux de joie sacrilèges allumés à leurs portes, à l'exception notable de la cathédrale et de la Sagrada Familia, la première est gardée par les Mossos d'Esquadra<sup>5</sup> et la seconde par des libertaires. Le prolétariat de Barcelone était armé des trente mille fusils de la caserne de Saint-André. Fin juillet, Escofet démissionne de son poste de commissaire à l'ordre public parce qu'il ne pouvait plus le garantir. D'un point de vue militaire, les gardes d'assaut et les gardes civils étaient sans doute plus efficaces et disciplinés que les comités de défense ou les divers groupes d'ouvriers armés ; mais sans la participation populaire massive dans les rues, ces compagnies de gardes civils ou de gardes d'assaut, qu'elles soient politiquement conservatrices ou fascistes, seraient passées avec armes et bagages du côté des troupes insurgées : elles n'étaient, ni les vainqueurs, ni les vaincus du jour. Le soulèvement militaire et fasciste, qui bénéficie de la complicité de l'Église, échoue presque partout en Espagne, créant en réaction une situation révolutionnaire.

La défaite de l'armée par le prolétariat dans la "zone rouge" dynamite le monopole étatique de la violence, et une myriade de pouvoirs locaux, directement associés à l'exercice local de la violence, jaillissent de cette explosion. La violence et le pouvoir sont intimement liés. D'autre part, à Barcelone, les soi-disant "forces de l'ordre", les gardes d'assaut et les gardes civils qui avaient tant hésité à choisir leur camp et qui ont fini par fraterniser avec la population en armes, avaient été cantonnés par le gouvernement de la Generalitat, attendant le bon moment pour soutenir la contre-révolution. C'est cette situation révolutionnaire qui a conduit à l'émergence, sans slogans organisationnels ni centres de direction d'aucune sorte, dans tous les endroits d'Espagne où le soulèvement fasciste avait été vaincu à des comités et à l'armement du prolétariat avec des barricades et aux patrouilles de contrôle, aux milices populaires. Des voitures et des camions ont été saisis avec des sigles peints sur la carrosserie, bondés d'hommes brandissant des fusils au-dessus de leurs têtes, courant sauvagement et bruyamment dans les rues. Il y eut la disparition des chapeaux et des cravates, l'incendie des églises, des laissez-passer délivrés par les comités de défense, la mise à sac des maisons bourgeoises, la création de juntes révolutionnaires régionales ou départementales à Malaga, Barcelone, Aragon, Valence, Gijon, Madrid, Santander, Sama de Langreo, Lerida, Castellon, Cartagena, Alicante, Almeria, parmi les plus importantes. Il y eut la persécution, l'emprisonnement ou l'assassinat "in situ" de fascistes, de rebelles militaires, de patrons et de membres du clergé, la saisie d'usines, de casernes et de locaux de toutes sortes, la création de comités de contrôle des travailleurs et un long etcetera, etcetera... dans lequel l'exercice de la violence ÉTAIT EN SOI la manifestation du nouveau pouvoir des travailleurs.

Dans les semaines qui ont suivi le 19 juillet. Barcelone a vécu une situation révolutionnaire, nouvelle et inconnue, festive et sauvage, dans laquelle l'exécution du fasciste, du maître ou du prêtre

---

<sup>4</sup> GARCÍA OLIVER, Juan: *El eco de los pasos*. Ruedo Ibérico, Paris, 1978, p. 189.

<sup>5</sup> [NDT] Corps de police de la Généralité (Generalitat).

était la révolution. La violence et le pouvoir étaient une seule et même chose. Plutôt qu'une dualité de pouvoir, comme l'ont interprété à tort de nombreux historiens, sur le modèle de la révolution russe, ce qui a existé, c'est une atomisation du pouvoir, comme l'ont souligné de nombreux protagonistes des événements et certains théoriciens<sup>6</sup>. Le torrent révolutionnaire a tout balayé de son extase furieuse, ludique, joyeuse, rédemptrice et irréprensible. Bien que les institutions de l'État soient toujours en place, la CNT-FAI décide que le fascisme doit être écrasé EN PREMIER lieu où il a triomphé, et accepte de créer, en dehors de la Generalitat, dont l'existence n'est pas remise en question, un Comité (central) des milices antifascistes de Catalogne (CCMA)<sup>7</sup>, qui prolonge la collaboration du comité de liaison militaire existant pendant les combats entre la Generalitat, les militaires loyalistes, le Comité confédéral de défense et les autres partis et organisations ouvriers et républicains.

En bref : le CCMA n'était pas un gouvernement révolutionnaire, mais un organisme de collaboration de classe. Il ne s'agit pas d'une situation de double pouvoir, mais d'une atomisation du pouvoir entre une multitude de comités de toutes sortes : défense, approvisionnement, quartier, local, contrôle ouvrier, usine ou atelier, barricade... sans compter les différentes organisations politiques et syndicales et la Generalitat elle-même.

D'autre part, le soulèvement militaire ouvre une nouvelle voie de résolution des conflits politiques : la violence armée. Dans une situation de guerre civile, une loi suprême s'impose sur toute autre législation obsolète et dépassée, en raison de la situation de guerre existante elle-même : tuez l'ennemi ou il vous tuera. Et l'ennemi est tué pour la seule raison qu'il est un ennemi.

\*

Ce même lundi, Badius et Gilibert, voyant que la rédaction du "*Soli*"<sup>8</sup> est vide, décident de rédiger le numéro du jour. L'ébullition typique de l'époque qu'ils vivent, et l'improvisation, leur font commettre une erreur de date et mettre par erreur "lundi 21 juillet 1936", là où il aurait fallu lire "lundi 20 juillet 1936". Ils ne l'ont pas non plus numéroté, ni mis les informations habituelles sur l'année et la période. L'entête du journal indiquait : "*Suplemento de Solidaridad Obrera*". Il s'agit davantage d'une page de garde, probablement imprimée d'un seul côté, que d'un journal à part entière<sup>9</sup>. Le seul jour où *Solidaridad Obrera* n'a pas été publié est le mardi 21 juillet<sup>10</sup>.

Cette page du "*Soli*" du lundi 20 juillet portait un titre qui disait : "*La CNT, les armes à la main, se bat à mort avec les criminels fascistes*".

Le Manifeste du Comité régional (CR)<sup>11</sup>, daté du même jour, s'est distingué :

"Responsables de la gravité des moments que nous traversons, nous exhortons tous les membres de la confédération et le peuple en général de Barcelone et de la Catalogne à être

---

<sup>6</sup> Par exemple, Munis, mais aussi Nin, Azaña, etc.

<sup>7</sup> José del Barrio, dans ses mémoires dactylographiées [déposées au Pavillon de la République], affirme que c'est lui, en tant que secrétaire de l'UGT, qui le 20 à midi a donné à García Oliver l'idée de créer le CCMA, avant son entretien avec Companys, et que c'est donc García Oliver qui s'est approprié l'idée et l'a soumise à Companys. Quoi qu'il en soit, l'idée de former un CCMA pour résoudre les questions brûlantes de la création de milices pour faire face à l'armée fasciste d'Aragon, et de patrouilles de contrôle pour remplacer les forces d'ordre public cantonnées, a été imposée par la situation révolutionnaire existante. Inutile de chercher des droits d'auteur : ce n'est que plus tard que l'on a discuté de l'opportunité, ou non, de créer une CCMA ; mais le 20 juillet, cela est apparu à tous comme quelque chose d'évident, de nécessaire et d'inévitable, comme cela s'est fait, d'ailleurs, partout en Espagne où le soulèvement militaire a été vaincu par l'insurrection ouvrière.

<sup>8</sup> (NDT) SOLI = *Solidaridad Obrera*.

<sup>9</sup> La page 2 de *La Vanguardia* du 22 juillet indique : "Dans la nuit de lundi à mardi et hier, les journaux *Solidaridad Obrera*, *Treball*, *Avant* et *Full Oficial* sont parus en feuilles simples".

<sup>10</sup> Le "*Soli*" du 18 juillet 1936 porte le numéro 1329 ; celui du dimanche 19 juillet 1330 ; le 20 juillet, il a été publié comme feuillet volant, ou "supplément", sans indication de numéro, et avec la date erronée du 21 juillet ; le mardi 21, il n'a pas paru ; le "*Soli*" du mercredi 22 a paru avec le numéro 1331, celui du 23 juillet avec 1332.

<sup>11</sup> "Dans l'heure grave que nous traversons, il est impératif que chacun adhère exclusivement aux slogans généraux de ce Comité". *Solidaridad Obrera* (lundi 21 juillet 1936 (par erreur) ; au lieu de la date réelle du 20 juillet 1936).

ordonnés dans les actions à entreprendre et à respecter toutes les instructions émises par ce Comité.

C'est seulement en observant ce comportement que nous pourrons économiser nos efforts et élever la lutte sur le terrain le plus approprié à la lutte que nous menons contre la réaction noire.

Il existe un ennemi commun, bien défini : le fascisme. Contre elle, nous allons : contre elle, nous nous battons, contre elle, nous devons écraser. Il n'y a ni plus, ni moins. Que chaque action que nous entreprenons vise à atteindre cet objectif : briser le fascisme, briser la réaction.

Les camarades confédérés ont répondu avec un héroïsme indescriptible dans la lutte contre l'ennemi commun. Pour l'instant, on peut dire que la situation à Barcelone a été calme, d'une manière générale. Seuls de petits noyaux isolés continuent à maintenir leur position insurrectionnelle. Peut-être, en lisant ces lignes, seront-elles déjà complètement brisées. Mais, franchement, le fascisme n'a pas encore été détruit en Espagne, ni en Catalogne. Nous mettons tout notre enthousiasme pour y parvenir. Pour répondre à ce besoin du peuple, les hommes de la CNT sont prêts à donner leur vie. Cela signifie que nous devons rester fermes, les armes à la main, pour aller partout où cela est nécessaire et écraser tous ces éléments qui se sont levés pour s'imposer au peuple avec leur despotisme indécemment.

L'organisation confédérale de Catalogne se réunit en ce moment avec l'aide de ses représentants provinciaux<sup>12</sup> pour coordonner l'emploi de nos moyens et écraser l'ennemi commun. Nous sommes donc tous sur le pied de guerre contre le fascisme, contre la réaction.

En même temps, conscients de notre responsabilité, nous avons déterminé que tous les services d'approvisionnement indispensables fonctionneront de la même manière que les communications, afin que le peuple ne manque pas de la nourriture nécessaire et que son approvisionnement [l'approvisionnement indispensable en nourriture] ne soit pas rompu<sup>13</sup>.

C'est une position de notre part que personne ne peut censurer. Nous pensons qu'il faut faire en sorte que le peuple ne manque pas de pain, et que l'organisation confédérale se charge du contrôle nécessaire pour qu'il en soit ainsi.

*"Alors lève-toi, peuple de Catalogne ! Avec la responsabilité nécessaire, nous continuerons le combat jusqu'à ce qu'il ne reste plus un seul insurrectionnel !*

*Contre le fascisme, tous prêts à se battre !*

*Vive la CNT !*

*Le Comité régional.*

*Barcelone, le 20 juillet 1936."*

*"Note : Ce matin, nous avons déjà donné l'ordre par radio de reprendre le travail aux boulangers, laitiers, employés du marché, etc. afin que les fournitures les plus nécessaires ne manquent pas "*

Ce manifeste est remarquable pour son adhésion précoce à l'idéologie de l'unité antifasciste et l'absence de slogans révolutionnaires, même avant la rencontre avec Companys. Les objectifs immédiats n'étaient autres que de mettre un terme complet au soulèvement militaire et de contrôler les approvisionnements afin d'éviter une pénurie de pain.

\*

Dans d'autres articles du même numéro du "*Sol*", qui a été distribué ce soir-là et le lendemain, gratuitement, sous forme de tracts, apparaissent la nécessité de patrouilles de contrôle et le concept de "justice populaire".

---

<sup>12</sup> Il s'agit de la réunion du Comité régional élargi qui a accepté la rencontre des représentants de la CNT avec Companys au Palais de la Generalitat.

<sup>13</sup> Que l'on suive ou non Kropotkine, le souci du contrôle du ravitaillement, pour que "le peuple ne manque pas de pain", est primordial, avant même l'écrasement final de la rébellion militaire.

Une brève, intitulée "*Les fascistes sont des lâches et des meurtriers ordinaires*", traitait du problème brûlant des tireurs d'élite, cachés sur les toits et les hauteurs. Il a été reconnu qu'ils avaient causé plusieurs décès. Ils ont été décrits comme des lâches et on a annoncé l'exécution sur place d'un officier des carabiniers à la retraite qui avait été découvert. L'alerte causée par ces tireurs d'élite, communément appelés pacos<sup>14</sup>, devait durer une semaine entière. Il n'était pas conseillé de tirer sur ces pacos depuis la rue, en raison du danger et du risque de toucher des tiers. La tactique pour les détecter et les abattre consistait à "*les localiser depuis les toits adjacents ou en fouillant les appartements*" et l'instruction stricte était la suivante : "*Les assaillants cachés ne doivent pas être abattus depuis la rue. Pour les achever, il faut pénétrer dans leurs terriers*".

Cette confrontation avec les "pacos" (tireurs d'élite) est à l'origine des milices d'arrière-garde et les premières mesures sont prises pour mettre en place des "patrouilles de contrôle".

\*

L'article, intitulé "*Nous voulons la justice. Le peuple est chargé de punir les assassins de la classe ouvrière*", a décrit la confrontation entre le peuple et les militaires comme "*un moment d'inspiration révolutionnaire*", dans lequel "*la classe ouvrière a fait sentir le poids de son indignation sur la tête de ses ennemis séculaires*". Il a été assuré que nous ne pouvions pas gaspiller "*l'opportunité que l'histoire nous a donnée de jeter à jamais du sol espagnol les fascistes qui voudraient nous ramener aux époques les plus terribles*".

\*

Le traitement "doux" reçu par Goded et son intervention radiophonique<sup>15</sup> a été commenté défavorablement, rappelant l'amnistie accordée par la République à Sanjurjo après son coup d'Etat<sup>16</sup>. L'attitude de la Generalitat à l'égard de Goded est qualifiée de "suspecte" : "*Hier<sup>17</sup>, le chef du mouvement que les généraux monarchistes avaient tramé à l'avance s'est rendu dans le bâtiment de la Capitanía General de Cataluña<sup>18</sup>. Et le paradoxe de l'affaire est que le général Goded est arrivé sain et sauf aux bureaux officiels de la Generalitat*".

Le chroniqueur, plongé dans une situation révolutionnaire, n'envisageait cependant aucune décision sur le sort des officiers arrêtés autre que celle qui serait déterminée par les autorités officielles, c'est-à-dire qu'il n'apparaissait pas, même à ce stade précoce, la moindre alternative politique révolutionnaire au gouvernement établi : "*Un grand nombre de chefs et d'officiers ont été arrêtés. Nous ne savons pas quelles mesures les autorités vont prendre<sup>19</sup>. Mais on se souvient que Sanjurjo a été gracié le 10 août 1932. Une répétition du cas du 10 août serait une insulte cruelle envers les personnes généreuses, qui sont descendues dans la rue pour offrir leur sang de manière désintéressée*".

Le journaliste, qui préconisait de traiter les coupables du soulèvement militaire avec la même animosité qu'ils avaient utilisée contre le peuple, a assisté à la naissance d'une nouvelle justice populaire, spontanée et immédiate :

*"Dans la rue, nous avons été témoins de ce que sont les gens. [...] Le peuple ne doit pas s'endormir. Il est d'une importance historique que pas un seul de nos ennemis ne puisse échapper au poids catégorique de notre aspiration à la justice.*

---

<sup>14</sup> Paco, comme synonyme de sniper, vient de l'onomatopée des tirs de fusil : pac, pac, pac !

<sup>15</sup> (NDT) Il dut reconnaître sur les ondes l'échec du soulèvement en Catalogne.

<sup>16</sup> (NDT) À l'arrivée de la Seconde République espagnole (juillet 1931), le général Goded est nommé chef de l'État major central de l'Armée, mais il participe à la *Sanjurjada* le 10 août 1932, tentative de renversement du gouvernement socialiste espagnol mené par Manuel Azaña, par le général José Sanjurjo.

<sup>17</sup> Ce "hier" confirme que la date de rédaction de ce tract de *Solidaridad Obrera* est le lundi 20 juillet 1936, puisque Goded a été arrêté dans l'après-midi du dimanche 19 juillet.

<sup>18</sup> Aujourd'hui, dans la cour de la capitainerie, une plaque d'honneur fait l'éloge du coup d'État militaire que le général Primo de Rivera a mené depuis cet endroit en 1923. Rien ne commémore encore le triomphe du peuple de Barcelone, ni la reddition de Goded, ni les sessions du CCMA dans la salle du trône en juillet-septembre 1936.

<sup>19</sup> La subordination aux autorités républicaines bourgeoises était évidente.

*Il ne faut pas faire de quartier aux fascistes. La justice populaire doit s'attaquer avec une grande détermination à la grande tâche qui commence le 19 juillet.*

*Ne négligeons pas le travail de purification, qui doit être effectué sans délai. Et le peuple doit l'entreprendre par lui-même.*

Cette justice populaire exigeait le châtement spontané et immédiat des rebelles militaires et de tous les secteurs qui leur avaient apporté leur soutien et leur complicité. L'Église catholique était l'institution fondamentale, dirigeante et unificatrice de la droite insurgée. Cette violence populaire d'autodéfense n'était qu'une réponse à la violence criminelle et meurtrière des militaires et des fascistes qui avaient pris les armes contre une population désarmée, contre laquelle les militaires avaient préalablement et en détail élaboré un plan d'extermination<sup>20</sup> tel que celui qu'ils avaient mis en pratique le 19 juillet, en prenant en otage les personnes âgées et les enfants de Pueblo Seco pour prendre les barricades de Paralelo, et qu'ils ont systématiquement mis en pratique dans leur avancée rapide dans les terres d'Estrémadure.

Le mot d'ordre du moment était l'épuration de l'arrière-garde, qui consistait à punir les officiers arrêtés et à appréhender tous les complices qui ne l'avaient pas encore été. Dans ce "nettoyage" de l'arrière-garde, les prêtres, les églises et les couvents étaient les cibles les plus marquées et les plus détestées, les plus faciles à identifier et les plus accessibles aux attaques. Elles étaient aussi les plus symboliques, en ce sens qu'elles signifiaient la fin de l'ancien monde et de l'oppression obscurantiste séculaire de l'Église détestée, qui s'était si obstinément opposée aux prudentes réformes républicaines, comme la séparation de l'Église et de l'État, ou la soumission des ordres religieux à la législation de la société civile, et qui prétendait avoir un véritable monopole sur l'enseignement, les mœurs et les coutumes, et surtout, défendre bec et ongles la propriété privée et les classes privilégiées, ainsi que diaboliser le mouvement ouvrier et les doctrines marxistes et anarchistes. L'ÉGLISE CATHOLIQUE PRÔNE L'EXTERMINATION DE SES ENNEMIS ATHÉES ET RÉPUBLICAINS, AU NOM DE DIEU ET DE SA SAINTE ÉGLISE.

La répression républicaine contre l'Église catholique (non seulement les anarchistes, mais aussi les socialistes, les communistes et les républicains) a fini par entraîner l'assassinat de quelque 6.800 religieux dans toute l'Espagne.

## **20 juillet, lundi après-midi**

Companys, en tant que président de la Generalitat, qui existait encore, a convoqué les dirigeants des différentes organisations, y compris les anarchistes, au Palais. Un plénum de militants, réunis dans la Maison de la CNT-FAI, discute de l'opportunité de se rendre à la réunion proposée par le président de la Generalitat, et après une brève analyse de la situation dans les rues, il est décidé d'envoyer le Comité de liaison à la Generalitat pour parler avec Companys. Se sont rendus à la réunion<sup>21</sup> armés, sales du combat et somnolents, Buenaventura Durruti, Juan García Oliver<sup>22</sup>, "Abad

---

<sup>20</sup> Plan Mola.

<sup>21</sup> Pour une version plausible de cette célèbre interview, bien différente de celle, trop fantaisiste, de García Oliver, voir : COLL, Josep y PANÉ, Josep: *Josep Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme*. Ariel, Barcelone, 1978, pp. 85-87.

<sup>22</sup> Juan García Oliver lui-même, en 1950, a également donné une version différente, "plus complète et plus crédible", de son récit bien connu (publié en juillet 1937) de l'entretien avec Companys : "Le soulèvement militaro-fasciste a eu lieu avec la précision que nous avons indiquée. Companys [...] s'est réfugié à la préfecture de police de Barcelone, où je l'ai vu vers sept heures du matin le 19 juillet, terrifié par les conséquences de ce qu'il voyait venir, car il supposait qu'une fois tous les régiments de soldats de Barcelone levés, ils balayeraient facilement toute résistance. Cependant, les forces de la CNT-FAI, presque exclusivement, ont tenu bon pendant ces deux jours mémorables et, après une lutte épique et acharnée [...] nous avons vaincu tous les régiments [...] Pour toutes ces raisons, Companys, ayant devant lui les représentants de la CNT-FAI, était perplexe et étonné. Perplexe parce que, dans sa conscience, il n'y avait de place que pour le poids de la grande responsabilité qu'ils avaient contractée avec nous et le peuple espagnol pour ne pas avoir su estimer toutes nos prévisions [...]. Stupéfaits, parce que malgré le fait qu'ils n'aient pas respecté leurs engagements envers nous, la CNT-FAI à Barcelone et en Catalogne avait vaincu les rebelles [...] C'est pourquoi, lorsque Companys nous a appelés, il nous a dit : "Je sais que vous avez beaucoup de griefs et de griefs envers moi. Je me suis beaucoup battu contre vous et je n'ai pas su

de Santillán", José Asens et Aurelio Fernández<sup>23</sup>. Réunis avec les délégués des différentes organisations politiques et syndicales dans la cour des orangers, Andreu Nin, Joan Comorera, Josep Coll, Josep Rovira, entre autres, commentent entre eux les événements qui se sont déroulés, passant tous avec animation d'un groupe à l'autre, jusqu'à ce que Companys apparaisse, accompagné de Pérez Farrás. Les différents groupes se sont fondus en un seul, compact, allongé, dans un silence respectueux. Companys les regardait tous, un par un, satisfait, serein et souriant. Fixant son regard sur la délégation, il la félicite : *"Vous avez gagné. Aujourd'hui, vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, car vous êtes les seuls à avoir vaincu les militaires fascistes, et j'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous rappeler en ce moment que vous n'avez pas manqué de l'aide des gardes d'assaut et des Mossos d'Esquadra"*. Et de poursuivre, méditatif : *"Mais la vérité est que, durement persécutés jusqu'à avant-hier, vous avez aujourd'hui vaincu les militaires et les fascistes"*. Après avoir reconnu les personnes présentes, disposées en cercle autour de lui, comme les maîtres de la rue, il a demandé : *"Et maintenant, que devons-nous faire ? En regardant les cénétistes, il a dit : "Il faut faire quelque chose pour cette nouvelle situation ! Il a poursuivi en les avertissant que, bien qu'ils aient gagné à Barcelone, la lutte n'était pas terminée", "nous ne savons pas quand et comment elle se terminera dans le reste de l'Espagne"*, puis il a souligné sa position et le rôle qu'il pouvait jouer à ce titre : *"pour ma part, je représente la Generalitat, un état réel mais diffus de l'opinion et une reconnaissance internationale. Ceux qui considèrent que tout cela est inutile, se trompent"*. Il a terminé en affirmant que, s'il était nécessaire de former un nouveau gouvernement de la Generalitat, *"je suis à votre disposition pour discuter"*. García Oliver a répondu : *"Vous pouvez continuer à être président. Nous ne sommes pas intéressés par tout ce qui concerne la présidence ou le gouvernement"*, comme s'il avait interprété Companys comme démissionnant de son poste. Après ce premier contact informel et précipité<sup>24</sup> des différents délégués, debout autour de Companys, ce dernier les invita à entrer dans une salle du palais afin que, confortablement assis, ils puissent coordonner l'unité et la collaboration de toutes les forces antifascistes en formant un comité de milice pour contrôler le désordre dans les rues et organiser les colonnes de milice, qui devaient partir pour Saragosse.

Josep Asens, dans ses mémoires<sup>25</sup>, offre une version similaire, bien que quelque peu différente, du même entretien avec Companys :

*"Un appel téléphonique de la Generalitat de Catalogne, de son président Companys, a demandé qu'une commission de la Confédération nationale du travail se rende d'urgence à la Generalitat. La commission a été nommée : elle était composée de García Oliver, Durruti, Aurelio Fernández et moi-même. À la Generalitat, nous sommes entrés dans le bureau de Companys, où se trouvaient, outre le président, Artemio Aiguader et le mystique Ventura Gasol, ce dernier avec un visage bourru."*

---

vous apprécier à ta juste valeur. Cependant, une rectification sincère n'est jamais trop tardive, et ma rectification, que je vais vous faire maintenant, a la valeur d'un aveu : si je vous avais apprécié à votre juste valeur, peut-être les circonstances actuelles seraient-elles différentes ; mais il n'y a pas de remède, vous seul avez vaincu les rebelles militaires et logiquement vous devez gouverner. Si c'est ce que vous pensez, je vous remettrai volontiers la présidence de la Generalitat et, si vous pensez que je peux aider ailleurs, il vous suffit de me dire quel poste je dois occuper. MAIS SI, PARCE QUE NOUS NE SAVONS PAS ENCORE QUI A TRIOMPHÉ DANS LES AUTRES RÉGIONS D'ESPAGNE, VOUS PENSEZ QUE DEPUIS LA PRÉSIDENTE DE LA GENERALITAT JE PEUX ENCORE ÊTRE UTILE EN TANT QUE REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA CATALOGNE, FAITES-LE MOI SAVOIR, ET À PARTIR DE LÀ ET TOUJOURS EN ACCORD AVEC VOUS, NOUS CONTINUERONS LA LUTTE JUSQU'À CE QUE L'ON SACHE CLAIREMENT QUI SONT LES VAINQUEURS." Pour notre part, et c'était l'avis de la CNT-FAI, nous avons compris que Companys devait rester à la tête de la Generalitat, précisément parce que nous n'étions pas descendus dans la rue pour lutter concrètement pour la révolution sociale, mais pour nous défendre contre le militarisme fasciste". [Extrait des réponses de García Oliver, en 1950, au questionnaire de Bollothen. Déposé à la Hoover Institution (HI)].

<sup>23</sup> Aurelio Fernández a remplacé Francisco Ascaso dans ce comité de liaison, qui comprenait également Durruti, Oliver, Santillán et Asens.

<sup>24</sup> Données tirées de la version donnée par COLL et PANÉ, op. cit, pp. 85-87.

<sup>25</sup> ASENS, José: *Mis memorias en el exilio. ¡Del Sindicato al Comité de Milicias!* [Texte dactylographié, plus trois feuilles manuscrites, dans Archivo Familia Asens (AFA)].

Les premiers mots du Président ont été les suivants : "*Tout d'abord, je dois saluer les héros du jour*". Après avoir prononcé ces mots, il a poursuivi en disant : "*Je ne représente plus rien. La présidence de la Generalitat appartient à la CNT*". Nous avons été étonnés d'entendre ces mots sortir de la bouche de Companys. Nous avons répondu : "*Votre devoir est de conserver la présidence [de la Generalitat], qui vous a été confiée par le peuple de Catalogne*". Il insiste pour qu'on lui donne une Centurie, qui portera son nom, et qu'avec elle il combatte sur le front d'Aragon, à la limite de la Catalogne. Nous lui avons fait comprendre que la lutte contre le fascisme ne pouvait se limiter à une seule région. Que nous devons nous battre partout où l'ennemi se trouvait, et que c'était sur tout le territoire national. [Il] a enfin compris que son devoir était d'exercer la présidence avec toute la responsabilité du moment.

Ce n'est qu'à ce moment-là<sup>26</sup> qu'il nous a dit que, dans une pièce adjacente, il avait réuni des représentants de divers partis et organisations, qu'il avait convoqués en vue de créer un comité de Milice, mais que rien ne pouvait être fait sans notre présence et notre accord. Nous avons répondu, après une brève consultation entre nous, [que] nous étions d'accord en principe sur la création d'un comité de Milice. Cependant, nous avons dû consulter la base de l'organisation confédérale. Nous avons accepté la formation du comité, à condition qu'il ait l'entière responsabilité de la direction de la lutte. C'est dans ce sens que la formation du Comité des milices est apparue dans le Bulletin de la Generalitat du 20 juillet".

\*

Le comité régional élargi de la CNT, informé par la délégation cenétiste de la réunion du palais, décide, après une rapide délibération, d'informer Companys par téléphone que la constitution d'un Comité central des milices antifascistes (CCMA) est acceptée en principe, en attendant la décision finale qui sera prise par la plénière des comités locaux et régionaux, qui doit se réunir le 21.

Le soir même, une première réunion informelle de la CCMA s'est tenue, à des fins exclusivement informatives et préparatoires, une fois que la délégation cenetiste a obtenu le consentement provisoire de la CR élargie. Josep Tarradellas, Artemi Aguadé et Jaime Miravittles étaient présents au nom de l'Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et du gouvernement de la Generalitat, ainsi que Comorera pour l'Unió Socialista (USC), Peypoch pour *Acció Catalana* et Gorkin pour le POUM, tandis que Buenaventura Durruti, Juan García Oliver et Aurelio Fernández étaient présents au nom de la CNT-FAI.

Tarradellas propose l'exclusion d'Estat Català, considérant qu'il s'agit d'une organisation de droite, puisque son leader Dencás était un fasciste réfugié en Italie. García Oliver a proposé un équilibre numérique des participants à la CCMA : trois sièges pour la CNT, trois pour l'UGT, trois pour l'ERC, deux pour la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et un pour chacune des organisations suivantes : *Acció Catalana*, POUM, Socialistes et Rabassaires<sup>27</sup>. La même nuit, Companys a fait imprimer au Journal officiel de la Generalitat un décret créant les dites milices citoyennes<sup>28</sup>.

## **21 juillet, mardi**

Le décret susmentionné se lit comme suit :

*"La rébellion fasciste a été vaincue par l'héroïsme du peuple et celui des forces loyales. Mais il est nécessaire de finir d'anéantir les derniers noyaux fascistes existants dans toute la Catalogne et de prévenir d'éventuels dangers venant de l'extérieur.*

*Par conséquent, en accord avec le Conseil exécutif, je décrète :*

*D'abord. Il est créé des milices citoyennes de Catalogne pour la défense de la République et la lutte contre le fascisme et la réaction.*

---

<sup>26</sup> Il semble dénoncer le fait que Companys avait déjà préparé la réunion de toutes les organisations sous sa présidence et, par conséquent, que sa démission de la présidence de la Generalitat n'était que du pur théâtre.

<sup>27</sup> GARCÍA OLIVER, Juan: *El eco de los pasos*. Ruedo Ibérico, Paris, 1978, p. 177.

<sup>28</sup> Décret du 21 juillet 1936, publié dans le *Butlletí Oficial de la Generalitat de Catalunya* du 21 juillet 1936.

*Deuxièmement. Enrique Pérez Farrás est nommé chef militaire des milices citoyennes de Catalogne.*

*Troisièmement. Le ministre Lluís Prunés Sató est nommé commissaire à la défense de la Generalitat, avec les pouvoirs nécessaires pour l'organisation de la milice populaire susmentionnée.*

*Quatrièmement. Un comité de liaison est nommé [...].*

*Cinquièmement. Sur tout le territoire de la Catalogne [...] sont constitués des Comités locaux de défense, qui agiront à tout moment conformément aux dispositions du Comité central. Barcelone, le 21 juillet 1936. Lluís Companys".*

\*

À la Casa de la CNT-FAI, qui occupait les deux bâtiments saisis de Fomento del Trabajo et de la Casa Cambó, la proposition de Companys de faire participer la CNT à un CCMA a été soumise pour approbation formelle à un Plénum régional des unions syndicales locales et régionales<sup>29</sup> convoqué par le Comité de la Confédération régionale du travail de Catalogne. Après le rapport inaugural de Marianet, José Xena, représentant de la comarque du Baix Llobregat, propose le retrait des délégués cénétistes de la CCMA et de poursuivre la révolution pour instaurer le communisme libertaire. Juan García Oliver a ensuite posé le débat et la décision à prendre comme un choix entre une dictature anarchiste "absurde" ou une collaboration<sup>30</sup> avec les autres forces antifascistes du Comité central des milices pour poursuivre la lutte contre le fascisme. De cette façon, García Oliver, consciemment ou non<sup>31</sup>, a rendu irréalisable devant le plénum l'option confuse et ambiguë de "tout faire". Par opposition à une "dictature anarchiste" intransigeante, la défense des principes anarchistes par Federica Montseny<sup>32</sup> contre toute dictature est apparue plus logique, équilibrée et raisonnable, soutenue par les arguments d'Abad de Santillán sur le danger de l'isolement et de l'intervention étrangère. Une troisième position émerge, défendue par Manuel Escorza, qui prône l'utilisation du gouvernement de la Generalitat comme instrument de socialisation et de collectivisation, dans l'espoir de s'en débarrasser dès qu'il cessera d'être utile à la CNT<sup>33</sup>. La séance plénière est favorable à la collaboration de la CNT avec les autres forces antifascistes au sein du Comité central des milices, le conseil régional du Baix Llobregat votant contre. La majorité des participants au Plénum, dont Durruti

---

<sup>29</sup> "Le 21 juillet 1936, un Plénum régional des fédérations locales et des comités régionaux s'est tenu à Barcelone, convoqué par le Comité régional de Catalogne. Il analysa la situation et décida à l'unanimité de ne pas parler de communisme libertaire tant que nous n'aurions pas conquis la partie de l'Espagne qui était aux mains des factieux. Le Plénum a donc décidé de ne pas opter pour des réalisations totalitaires [...] il s'est prononcé en faveur de la collaboration et a décidé de former, avec un seul département, celui du Baix Llobregat, qui a voté contre, avec tous les partis et organisations, le Comité des milices antifascistes. La CNT et la FAI y ont envoyé leurs représentants par résolution de ce Plénum". Dans *Informe de la delegación de la CNT al Congreso Extraordinario de la AIT y resoluciones del mismo*, p.96.

<sup>30</sup> Voir GARCÍA OLIVER, Juan: "El Comité Central de Milicias Antifascistas de Cataluña. Los organismos revolucionarios" *Solidaridad Obrera* numero 1644 (domingo, 18-7-1937). García Oliver a écrit cet article un an après les événements qu'il raconte, fortement conditionné par le contexte politique après mai 1937. L'article a ensuite été rassemblé dans un livre collectif: *De julio a julio. Un año de lucha*. Tierra y Libertad. Barcelona, 1937.

<sup>31</sup> " Enfin, mon annotateur indique que, lors de l'assemblée ou du plénum du 21, García Oliver a soulevé la question de la dictature anarchiste ou du communisme libertaire et qu'il n'a pas été suivi par l'assemblée. Je prétends que, s'il l'a fait, c'est sans conviction, convaincu que la dictature anarchiste ne pouvait que conduire à l'échec. Il a posé ce dilemme dramatique pour mieux soutenir son option collaborationniste [...] García Oliver confirme cet air de comédie lorsqu'il écrit avec arrogance : "la CNT et la FAI ont décidé de la collaboration et de la démocratie, renonçant au totalitarisme révolutionnaire, qui aurait conduit à l'étranglement de la révolution par la dictature confédérale ou anarchiste." " Dans PEIRATS, José : "Mise au point sur de notes". *Noir et Rouge* num. 38, juin 1967.

<sup>32</sup> Les témoignages ci-dessus de José del Barrio, de Juan García Oliver lui-même, en 1950, et de José Peirats, sont corroborés par celui de Federica Montseny : "L'idée de prendre le pouvoir révolutionnaire ne traversait l'imagination de personne, pas même celle de García Oliver, le plus bolchevique de tous. Ce n'est que plus tard, lorsque l'ampleur du mouvement et des initiatives populaires est apparue clairement, que l'on a commencé à discuter de la possibilité ou de la nécessité d'aller jusqu'au bout." (PAZ, Abel : Durruti. El proletariado en armas. Bruguera, Barcelone, 1978, p. 381-382).

<sup>33</sup> Lettre de García Oliver à "Abel Paz". Voir PAZ, Abel: *Durruti en la Revolución española*. FAL, Madrid, 1996, pp. 504-505.

et Ortiz, se taisent, car ils pensent, comme tant d'autres, que la révolution doit être reportée jusqu'à la prise de Saragosse et la défaite du fascisme. Ils ont continué, sans autres considérations ni philosophie, à consolider et à institutionnaliser le Comité de Liaison entre la CNT et la Generalitat, antérieur au 19 juillet, transformé, approfondi et élargi dans ce CCMA qui, à travers l'unité antifasciste de tous les partis et syndicats, devait imposer l'ordre à l'arrière et organiser et fournir les milices qui devaient affronter les fascistes en Aragon.

\*

Lors de la première réunion formelle du Comité central des milices, qui s'est tenue dans la nuit du 21 juillet dans le bâtiment de l'École navale, les représentants des cenetistes<sup>34</sup> ont montré aux républicains et aux nationalistes catalans leur force et leur indocilité en publiant un décret qui confère au Comité central beaucoup plus de pouvoirs et de responsabilités militaires et d'ordre public que ceux initialement prévus par le décret de la Generalitat. En outre, le nom de Milices citoyennes a été abandonné au profit de celui de Milices antifascistes. Il n'est pas surprenant qu'à la question de savoir, lors de cette première session du CCMA, qui avait vaincu l'armée, Aurelio Fernández ait répondu : "les mêmes : les minables", c'est-à-dire les chômeurs, les émigrants récents et la population marginale et misérable des bidonvilles de Somorrostro, Morrot, San Andrés, Carmel, Montjuic..... et des "maisons bon marché" des zones industrielles de Milans del Bosch, Barón de Viver, Eduardo Aunós (à Can Tunis) et Ramón Albó, de La Torrassa, et de Santa Coloma, ou encore le prolétariat industriel maltraité qui, dans des conditions de vie difficiles, est frappé par un chômage massif, avec de longues journées de travail, des salaires de misère et du travail précaire à la pièce, ceux qui s'entassent dans les quartiers ouvriers de Pueblo Nuevo, Sants, Hostafrancs, la Barceloneta, el Chino, San Andrés ou Pueblo Seco, louant ou sous-louant des baraques, des chambres ou des appartements minimaux à des loyers inabordables, qu'il fallait partager. Le prix du loyer représentait généralement un tiers du salaire d'un ouvrier, de sorte qu'il était courant que plusieurs familles vivent ensemble ou que la même pièce soit occupée par roulement de huit heures<sup>35</sup>.

\*

Entre-temps, Companys avait autorisé Martí Barrera, le ministre du Travail, à diffuser à la radio les dispositions convenues sur la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, la baisse des loyers et les nouvelles bases de régulation du travail, qui devaient d'abord être convenues avec les représentants des associations patronales, On leur a parlé de la nécessité de mettre l'élan révolutionnaire des masses sur la bonne voie, comme l'a déjà fait le directeur des mines de potasse de Suria, qui a préféré faire des pertes plutôt que d'être freiné par ses mineurs. Au cours de la réunion, plusieurs représentants des patrons ont reçu des appels les avertissant de ne pas rentrer chez eux, car des patrouilles d'hommes armés étaient venues les chercher. La réunion s'est terminée sur la conviction que les employeurs réunis-là ne représentaient plus personne. Mais le message a tout de même été diffusé, quelques jours plus tard, afin de canaliser les esprits et les revendications.

## 22 juillet, mercredi

La première page de *Solidaridad Obrera*<sup>36</sup> était titrée avec un titre fort pour son éditorial grand format "No pasarán !" "Quatrième jour de la révolution. La mémoire de nos camarades immolés par le plomb de la réaction et les centaines de jeunes qui ont donné leur vie nous donnent le courage de nous opposer à l'avancée de la hyène réactionnaire."

Le texte de l'éditorial dénonçait la préparation longue et réfléchie du coup d'État militaire. Il a analysé le caractère de classe et réactionnaire des écoles de formation des officiers de l'armée :

---

<sup>34</sup> Les représentants anarcho-syndicalistes sont Josep Asens, Buenaventura Durruti et Juan García Oliver pour la CNT, Aurelio Fernández et Diego Abad de Santillán pour la FAI. Durruti est remplacé par Marcos Alcón.

<sup>35</sup> Sur l'urbanisme et les conditions de vie dans les quartiers ouvriers de Barcelone dans les années 1920 et 1930, voir l'excellent livre de OYÓN, José Luís : *La quiebra de la ciudad popular. Espacio urbano, inmigración y anarquismo en la Barcelona de entreguerras*. Ediciones del Serbal, Barcelone, 2008.

<sup>36</sup> "¡No pasarán!" dans *Solidaridad Obrera* numero 1331 (mercredi, 22 juillet 1936).

*"composées des rejetons des propriétaires terriens, de la bourgeoisie financière et des maîtresses des prêtres instruits. Ces racailles ont toujours été prêtes à assassiner les travailleurs".*

L'éditorial se félicitait du fait que la défaite de l'armée avait *"brisé le cadre des officiers"*, ce qui était une garantie pour une avancée des travailleurs. Mais il avertit que, dans de nombreux endroits, comme à Saragosse, les militaires sont maîtres de la situation et qu'il est prévisible qu'ils étendent leur rayon d'action aux villes voisines, qui *"devront faire face à la barrière de fer de la classe ouvrière"*.

Il a été souligné que l'heure était à la *"volonté indomptable et à la décision résolue"* et qu'il fallait éviter *"la plus insignifiante des négligences"*.

Il évite de *"décrire la sauvagerie qui se déchaînerait en cas de triomphe militaire"*, car *"nous connaissons en détail l'horreur des répressions des éléments de l'extrême droite espagnole"*, en donnant l'exemple des *"massacres dans les Asturies"* en octobre 1934.

L'éditorial prévient que la victoire sur le fascisme n'est que partielle et doit être éradiquée de toute la péninsule : *"nous sommes confrontés au dilemme de la victoire ou de la mort"*.

Il a offert un hommage émouvant à ceux qui sont tombés dans la lutte et a appelé à la mobilisation et à la vengeance : *"Nous jurons que les bêtes à rayures, à étoiles et au fascisme ne trouveront pas de voie libre"*. Il se terminait par le slogan figurant en tête de la première page : *"Ils ne passeront pas !"*

\*

Sur la même page de couverture est publié un manifeste des Juventudes Libertarias, dans lequel tous ses membres sont exhortés à maintenir un contact permanent avec la CNT et la FAI et avec les comités locaux et départementaux des JJLL (Juventudes Libertarias).

Il les exhorte à consolider et à étendre l'organisation, en s'emparant de tout ce qui est nécessaire : *"Contrôler efficacement tout le matériel à utiliser dans la lutte. Ne laissez rien se perdre. Perfectionner l'organisation. Tout ce dont vous avez besoin pour votre développement organique, vous devez le réquisitionner. Vous ne devez manquer de rien"*.

Il encourage les jeunes à se réunir constamment et, sans gaspiller leurs énergies *"dans des travaux pratiques, dans des travaux qui profitent aux idées et au peuple"*, à publier *"des manifestes à l'intention du peuple, le guidant dans une direction constructive"*.

Il se termine par la formule : *"Pour la révolution sociale ! Pour le communisme libertaire !"*. Il est signé par le Comité régional.

\*

On y trouve une courte et belle note attribuant la victoire partielle et la résistance armée du peuple au fascisme en Espagne à son éducation *"à l'action directe"*.

Il affirme que *"le premier peuple à le repousser [le fascisme] d'une manière aussi rapide et violente a été l'Espagne, qui est le pays dont les masses populaires ont reçu l'éducation révolutionnaire la plus complète en dehors de la politique habituelle"*.

Le succès et l'enthousiasme du moment ont permis au chroniqueur d'affirmer que *"l'apolitisme a confirmé une valeur combative, devenant le rempart contre lequel s'est écrasée l'attaque réactionnaire"*.

Il est noté que *"les forces endurcies et expérimentées de la CNT et de la FAI"* avaient été les protagonistes de la lutte, et que c'est le résultat d'une préparation préalable qui manquait aux autres.

\*

La même première page publie une série de brèves notes très intéressantes annonçant que l'approvisionnement de la ville est assuré malgré les désagréments et le danger que représentent *"les lâches qui commettent une forfaiture" cachés sur les toits et derrière les balcons"*, l'Union alimentaire assurant la normalisation de la distribution des produits de première nécessité.

On fait à nouveau référence aux traîtres, l'un des problèmes les plus visibles de l'heure, en donnant l'instruction de ne pas tirer sauvagement, en gaspillant les munitions, mais de *"suivre la piste"*

*jusqu'à ce que vous localisiez l'endroit d'où elle vient, puis d'attaquer fermement, en fouillant la maison sans contemplation ni sentimentalité".*

Tout le monde a été averti de suivre les slogans émanant des comités responsables de la CNT : *"la circulation, le ravitaillement, la consommation d'essence, l'énergie physique des combattants doivent être soigneusement contrôlés. Pas d'initiatives incontrôlées ; pas de classique "j'en ai envie". Tous ensemble, mais à l'unisson".*

D'autres notes, à caractère informatif, dénoncent les coups de feu tirés par certains "pacos" lundi et mardi *"depuis la rue Villarroel contre les fenêtres de l'Hospital Clínico".* Bien que *"les rondes aériennes des éléments populaires n'aient pas réussi à localiser les 'pacos', ils étaient étroitement surveillés et leur chute était imminente".* La lâcheté de tirer sur les hôpitaux a été déplorée et condamnée. Il a également été fait état de l'assassinat de trois camarades de la CNT, qui effectuaient des tâches de surveillance dans le quartier de Gracia, après avoir été abattus par des "pacos" depuis une propriété privée.

\*

La deuxième page de ce numéro exceptionnel<sup>37</sup> du *Soli* était dominée par de grands titres, dans lesquels on affirmait que *"les barricades sont le symbole héroïque de la révolution défendue par les travailleurs armés"*, on lançait le slogan que *"personne ne nous enlèvera nos armes, nous mourrons d'abord avec elles dans nos mains"* et que *"ni les barricades ni les armes ne doivent être abandonnées"*, car le but était *"d'exterminer le fascisme jusqu'à ses racines"*.

\*

Une brève annotation<sup>38</sup> annonce l'abandon du procès pour l'assassinat de Calvo Sotelo *"en mettant de côté tant de légalisme hypocrite [légalité] qui ne sert qu'à libérer les puissants du poids de la loi et à maintenir le peuple emprisonné dans son triste destin d'esclave"*. Un tract met en garde contre la perte des cartes syndicales qui pourraient être utilisées *"pour entrer chez nous"*. Il y a aussi un appel maladroit aux soldats contre le fascisme et pour la révolution sociale.

\*

Le *Sindicato Único de la Metalurgia* a ordonné la saisie des usines Torras, Girona et Ribera à Pueblo Nuevo, de l'usine Hispano-Suiza à La Sagrera et de l'usine Marítima à San Andrés, *"pour le blindage de camions et autres travaux nécessaires qui leur seront indiqués dans les districts respectifs"*.

Les comités révolutionnaires de quartier initient, de leur propre initiative, la transformation de certaines industries catalanes en industries de guerre : *"Les commissions des différents quartiers orienteront les ouvriers sur leur mission à remplir"*.

\*

Sous le titre *"Justice directe et immédiate du peuple"*, une déclaration des CR de la CNT et de la FAI est publiée : *"Les éléments fascistes, les bourreaux rétrogrades du PEUPLE ET DE SES LIBERTÉS ont consciemment déclenché la boucherie impitoyable et de sang-froid des masses ouvrières et de la petite bourgeoisie dite libérale. Dans la puissance des moyens de mort et de destruction auxquels ces mêmes personnes inexpérimentées ont contribué par l'impôt et la contribution VOLONTAIRE À LA GUERRE. Rien, ni la religion, ni les sentiments humanitaires, ni même le signe sacré de la Croix-Rouge, n'a suffi à arrêter leurs ambitions et leurs mauvais desseins. LE PEUPLE, et lui seul - armé - doit veiller à ce que cela ne se reproduise PLUS JAMAIS."*

*Camarades, hommes libéraux avec la dignité de libéraux ! DANS VOS MAINS EST LE FUTUR DE VINGT-CINQ MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS !<sup>39</sup>"*

Seul le titre isolé de cette déclaration pouvait être interprété comme un appel ou une autorisation pour le peuple, "les masses laborieuses", à se faire justice elles-mêmes ; car le texte de la

---

<sup>37</sup> Exceptionnel parce qu'il reflète les préoccupations et les projets des révolutionnaires immédiatement après la victoire sur les militaires.

<sup>38</sup> "Justice populaire ; pas de sparadrap juridique". *Solidaridad Obrera* (22 juillet 1936), p. 2.

<sup>39</sup> Toutes les capitales et les lettres en gras correspondent au texte du "Soli".

déclaration se contentait d'accuser les fascistes d'être des bourreaux, qui avaient déclenché un carnage populaire, que seul le peuple armé pouvait arrêter.

\*

Une légende indique : "*Le fascisme est le dernier bastion du système capitaliste en ruines, avec le fascisme doivent disparaître les causes qui le génèrent : l'inégalité politique et économique inhérente au régime bourgeois*".

\*

Le reste des articles de cette deuxième page du *Soli* sont des comptes rendus ou des commentaires sur les récents événements armés dans les rues de Barcelone, comme expliqué ci-dessus. Il prend également note de la perquisition du Centre fasciste allemand, situé à côté de l'hôtel Ritz, et des bureaux du travail allemand, où une grande quantité de documents a été saisie. Des nouvelles sont données de l'incendie du couvent des moniales dominicaines à Horta et de "los **luisos**<sup>40</sup> carlistes<sup>41</sup>".

\*

Sur la troisième page du "*Soli*" est publié le "*Bando* [Proclamation] *del Comité de las Milicias Antifascistas de Cataluña*"<sup>42</sup>, approuvé la veille, lors de la séance inaugurale du CCMA, diffusé ce même mercredi, et qui contraste fortement avec le décret signé par Companys ce même 21 juillet sur les milices "citoyennes" :

"Constitué le Comité des milices antifascistes de Catalogne, conformément<sup>43</sup> au décret publié par le gouvernement de la Generalitat de Catalogne dans le Journal officiel d'aujourd'hui [hier, 21 juillet], a pris les accords suivants, dont le respect oblige tous les citoyens :

1.- Un ordre révolutionnaire est établi pour le maintien duquel s'engagent toutes les organisations qui composent le Comité.

2.- Pour le contrôle et la vigilance, le Comité a désigné les équipes nécessaires pour faire appliquer rigoureusement les ordres émanant de lui. À cette fin, les équipes seront munies des références correspondantes, ce qui rendra leur personnalité efficace.

3.- Ces équipes<sup>44</sup> seront les seules accréditées par le Comité. Toute équipe agissant sur la ligne de touche sera considérée comme factieuse et fera l'objet des sanctions déterminées par le Comité.

4.- Les équipes de nuit seront particulièrement rigoureuses contre ceux qui troublent l'ordre révolutionnaire.

5.- De une heure du matin à cinq heures du matin, la circulation sera limitée aux éléments suivants :

a.- A tous ceux qui accréditent leur appartenance à l'une des organisations qui constituent le Comité des milices.

b. Les personnes qui sont accompagnées de l'un de ces éléments [...].

---

<sup>40</sup> Organisation culturelle et sportive de la jeunesse carliste, profondément enracinée dans le quartier de Gracia à Barcelone.

<sup>41</sup> Carlistes : parti politique traditionaliste, favorable à la restauration de l'absolutisme monarchique et opposé au libéralisme d'Isabelle II. Sa devise était "Dieu, la patrie et le roi". Elle cherche à établir une autre branche des Bourbons, la succession du frère de Ferdinand VII, et refuse la légitimité de la succession d'une femme au trône. Le XIXe siècle a connu trois guerres carlistes sanglantes et de nombreux soulèvements armés locaux. Pendant la Seconde République et la guerre civile de 1936-1939, elle était très forte en Navarre et au Pays basque, ainsi que dans certaines zones rurales de Catalogne et de Valence. Ils ont créé la milice armée des Requetés. Il a développé une doctrine politique inspirée de la tradition catholique espagnole et du christianisme médiéval. En avril 1937, Franco unifie par décret les fascistes de la Phalange, les nazis des Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalistas (JONS) et les carlistes en un parti unique franquiste : la Phalange espagnole, traditionaliste et de las JONS.

<sup>42</sup> "Ban [Proclamation] del Comité de les Milícies Antifeixistes de Catalunya". *Solidaridad Obrera* (22 juillet 1936), p. 3.

<sup>43</sup> La référence au Boletín de la Generalidad était une formalité juridique, puisque ni le nom de Milicias Ciudadanas, ni la présidence de Prunés ou la tutelle de Pérez Farrás n'étaient respectés.

<sup>44</sup> Ces équipes sont le prédécesseur immédiat des patrouilles de contrôle.

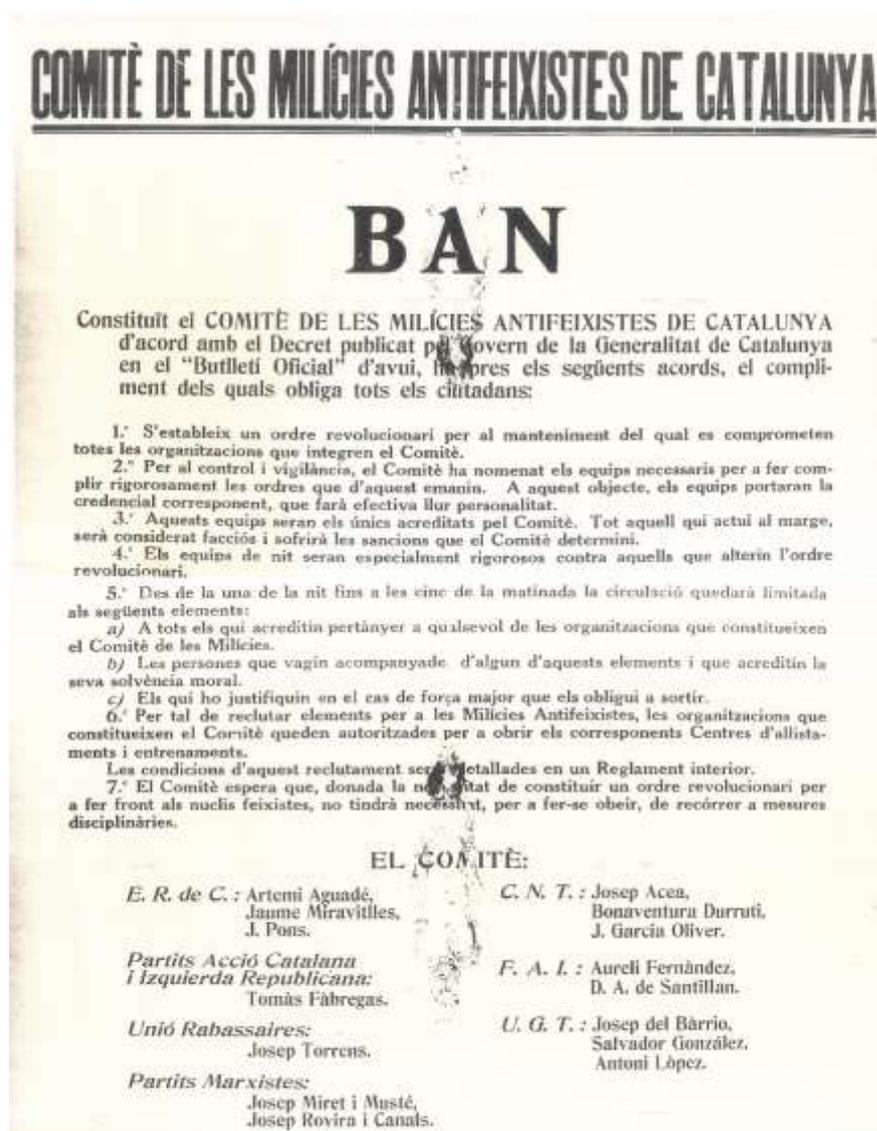
c.- Ceux qui justifient du cas de force majeure qui les oblige à partir.

6.- [...] les organisations constituant le Comité sont autorisées à ouvrir les centres d'enrôlement et de formation correspondants [...].

7.- Le Comité s'attend à ce que [...] il ne soit pas nécessaire de recourir à des mesures disciplinaires pour se faire obéir.

Le Comité”.

Les signataires de cette proclamation étaient Artemi Aguadé, Jaume Miravittles et Joan Pons, pour ERC ; Tomás Fàbregas pour Acció Catalana ; Josep Torrents pour UR ; Josep Rovira pour le POUM, Josep Miret pour USC ; José del Barrio, Salvador González et Antonio López Raimundo pour UGT ; Durruti, García Oliver et Asens pour la CNT et Santillán et Aurelio Fernández pour la FAI<sup>45</sup>.



\*

<sup>45</sup> Les signataires n'apparaissent pas dans ce numéro du *Soli*, mais dans *La Vanguardia* (22 juillet 1936), p.2.

Les CR de la CNT et de la FAI publient un manifeste dans le "Soli", adressé aux travailleurs, dans lequel ils préviennent que la lutte n'est pas terminée : "A Saragosse, Séville et dans d'autres parties de la Péninsule, il y a encore des poches fascistes". En même temps, ils appellent les travailleurs à s'enrôler dans les milices populaires : "Organisez-vous dans les milices, ne rendez pas les armes et les munitions ! Ne perdez pas le contact avec les syndicats. Votre vie et votre liberté sont entre vos mains".

\*

Le CR de la Confédération régionale du travail de Catalogne (CRTC) et la Fédération locale des syndicats simples de Barcelone se sont adressées à "tous les syndicats, camarades et groupes" pour les avertir du danger que représentent les éléments de la pègre qui entrent et se mélangent "dans nos milieux", exigeant un plus grand contrôle de la part de toutes les organisations. Il y avait également un avertissement alarmant pour "prévenir les pillages, les sauts, les vols et toutes sortes de méfaits qui peuvent être perpétrés par ceux qui n'ont rien en commun avec nous".

Ils mettent en garde contre la confusion de la lutte antifasciste et de la lutte pour les idées "avec les méfaits et les vols qui ne tendent qu'au profit individuel". Les idéaux ne doivent pas être souillés par des "actes injustifiables". De la même manière, tout ivrogne devrait être désarmé et dépouillé de toute documentation prouvant qu'il est un élément antifasciste.

Ils concluent que "nous sommes des révolutionnaires. Nous avons nos propres idéaux. Mais nous ne sommes pas des voleurs, nous ne sommes pas paresseux et nous ne sommes pas irresponsables. Que tout le monde le comprenne".

Et ils déclarent sans ambages : "Contre le fascisme, l'arme au poing. Mais aussi contre les sans scrupules et les imprudents".

Ce bref compte rendu montre que la CNT, dès le 22 juillet, devançant toute autre organisation, dénonce les éléments de la pègre et les délinquants qui se livrent à des vols et des crimes de toutes sortes, profitant du désordre causé par l'insurrection révolutionnaire contre le soulèvement militaire. Ce qui est alarmant, c'est que ces criminels s'infiltrèrent, ou se font si facilement passer pour des militants cénétistes ou anarchistes.

\*

Le sujet est si préoccupant que, sur la même page du "Soli", apparaît une autre note contre le pillage, dans laquelle, d'une part, on accepte "que les révolutionnaires, qui ont écrasé le fascisme les armes à la main, ne doivent pas avoir faim" ; mais, d'autre part, on menace les délinquants, voués au pillage, que les noyaux révolutionnaires de la CNT et de la FAI deviennent les "gardiens de l'ordre révolutionnaire établi".

Comment faire la différence entre les saisies et les pillages ? Comment contrôler l'un ou l'autre ? Le texte semble annoncer une première ébauche, ou du moins le besoin désespérément ressenti, de créer ce qui sera bientôt connu sous le nom de patrouilles de contrôle de l'ACMR.

\*

La section régionale rend compte des combats dans plusieurs villes catalanes : Mataró, Lérida, Tarragone et Sabadell. Il publie également plusieurs bilans et listes de morts et de blessés, sans distinction d'organisation, selon les informations de l'hôpital de San Pablo, de divers centres de secours et de dispensaires.

\*

En quatrième de couverture, on peut lire en gros titres que le CCMA avait formé des milices pour se déplacer partout où il y avait des foyers de troubles fascistes. Le slogan de l'heure est : "Aujourd'hui, notre cri doit être : A Saragosse !"

\*

Le CR publie une déclaration curieuse au bas de ce slogan :

"Le Comité des milices antifascistes de Catalogne a été créé, dans le comité duquel la CNT est directement représentée de la même manière que la FAI.

*Nous n'allons pas discuter de la formation d'un tel comité. Plutôt que de perdre du temps avec elle, nous devons l'utiliser pour agir".* Elle avertit que, malgré le triomphe écrasant du fascisme à Barcelone, celui-ci a triomphé ailleurs, et qu'il faut donc s'enrôler dans les milices confédérales nouvellement créées. Il répète l'argument initial : *"Ce n'est pas le moment de se disputer, camarades. Lorsque l'adversaire tente de dominer, nous avons le devoir de le dominer. Saragosse avait besoin du soutien de la CNT et il n'est pas question de le lui refuser".*

Ce qui est curieux dans cette déclaration, c'est précisément cette volonté d'arrêter les discussions internes, car l'heure était à l'action, à la formation des milices et à l'aide à apporter à Saragosse. Quelles discussions : comme le disait cette déclaration, l'acceptation du CCMA, qui était, ne l'oublions pas, un organisme de collaboration de classe.

\*

Comme le rappelle un interlude sur la même quatrième de couverture : *"La classe ouvrière a ses propres slogans et objectifs dans toutes les révolutions qui ont lieu. Entre l'exploiteur millionnaire de travailleurs et les travailleurs affamés, il n'y a pas de formules de coexistence harmonieuse".*

\*

Deux courts articles traitent en partie du thème religieux. Celui intitulé "Ojo avizor" (œil vigilant) disait que *"l'incendie des églises et des couvents est une soupape d'échappement pour la pression populaire sur leurs ennemis ; mais ces derniers ne se sentent guère mal à l'aise tant que leurs privilèges ne sont pas directement attaqués".* Sous le titre "Plus d'esprit religieux", le cliché selon lequel l'Espagne aurait été "le pays le plus religieux du monde", parce qu'en ces jours des 19 et 20 juillet, ils avaient montré que "l'esprit religieux du peuple" avait disparu" est réfuté. Ce qui restait menaçant, c'était l'économie capitaliste : *"Nous ne nous laisserons pas enlever le contrôle de l'économie, car nous avons montré que nous, anarchistes, savons organiser la vie des collectivités<sup>46</sup> et plus encore en Espagne, où se sont réalisés tant et tant d'exemples de coexistence, en dehors de la monnaie et de l'organisation bourgeoise".*

\*

On annonce la convocation d'un Plénum local des groupes anarchistes et la création d'un nouveau "Comité d'information et de propagande", dont le siège se trouve dans "l'ancien Fomento del Trabajo Nacional, sur la Via Layetana".

## **23 juillet, jeudi**

A la Maison CNT-FAI, la résistance et l'opposition importantes que l'entrée des anarchistes et des anarcho-syndicalistes dans le CCMA, a rencontrées parmi les militants, qui étaient très réticents à l'accepter<sup>47</sup>, ont été soumises à la discussion lors d'un plénum conjoint CNT et FAI<sup>48</sup>, c'est-à-dire un

---

<sup>46</sup> Le mot "collectivités" n'avait pas encore le sens de "collectivisations".

<sup>47</sup> García Oliver, aux pages 177-191 de *El eco de los pasos*, confond ce Plénum conjoint de la CNT et de la FAI avec le Plénum régional des sections locales et des comités du 21 juillet. Une telle erreur a créé la confusion chez certains lecteurs d'*El eco*, incapables de se demander comment ce qui avait déjà été accepté et fondé avec le Bando [proclamation] du 21 juillet et diffusé publiquement dans le *Soli* du 22 juillet allait être discuté le 23 juillet.

<sup>48</sup> *"Jusqu'à quel point peut-il nous convenir de nous lancer dans un essai de communisme libertaire en Catalogne, alors que la guerre n'est pas encore terminée et que les dangers d'une intervention étrangère existent ? Ce dilemme est posé aux militants anarchistes et aux représentants des syndicats le 23 juillet, lors d'un plénum commun aux deux organisations [...] il est décidé de maintenir le bloc antifasciste, le mot d'ordre étant donné à toute la région : ne pas proclamer le communisme libertaire. Essayez de maintenir l'hégémonie dans les comités de milice antifascistes et repoussez toute réalisation totalitaire de nos idées".* Dans *El anarquismo en España. Informe del Comité Peninsular de la Federación Anarquista Ibérica al Movimiento Libertario Internacional*. Sans lieu, sans date [1938 ?], p. 2.

Un autre document qui confirme ce qui précède : *"Dans un Plénum qui s'est tenu conjointement de l'organisation spécifique et confédérale, il a été convenu, en raison des circonstances impératives de l'époque, d'accepter la collaboration et de prendre une participation directe à l'administration politique et économique dans les organes de*

plénum de notables<sup>49</sup>. Il a été apparemment convenu que le Comité des Comités, composé des Comités Régionaux (CR) de la CNT et de la FAI, de notables et d'autres comités, se réunissant presque quotidiennement, dirigerait l'Organisation et déciderait collectivement des questions les plus urgentes. Ce même jour, dans la soirée, les membres du groupe "Nosotros" se réunissent chez Gregorio Jover pour analyser la situation<sup>50</sup> et en guise d'adieu<sup>51</sup> avant le départ, le lendemain, des colonnes de miliciens dirigées par Buenaventura Durruti, qui partit le matin de Cinco de Oros par la route, et de celle d'Antonio Ortiz, qui partit par le rail dans l'après-midi du même jour 24<sup>52</sup>.

\*

Le CCMA accepte<sup>53</sup> "de créer un complément : le Comité central d'approvisionnement alimentaire", qui "est installé dans la via Layetana 26, où se trouvait le département municipal des statistiques". Sa mission principale est "d'approvisionner les milices et de réguler la circulation des denrées alimentaires, au moment même où la rue armée occupait, dans le plus grand désordre, les grands entrepôts alimentaires, occupés principalement par les comités de quartier, qui n'avaient pas une mission suffisamment bien définie".

\*

La presse publie de nombreux articles<sup>54</sup> dénonçant les nombreux abus, agressions et pillages que subissent les magasins de toutes sortes à Barcelone :

"Lorsque la lutte contre les soldats factieux fut terminée et qu'il n'y eut plus de danger de sortir dans les rues, diverses épiceries, tabacs et autres magasins furent assaillis et pillés. Les pillards n'étaient, à aucun moment, des éléments ayant pris part au combat. Ils ont simplement réquisitionné, au moyen de documents autorisés par leurs organisations respectives, les denrées alimentaires les plus essentielles pour pouvoir se maintenir en état de combattre.

Hier matin, mardi, les pillages menaçaient de s'étendre. C'est pourquoi les autorités et les organisations de travailleurs sont convenues de prendre des mesures immédiates et énergiques contre ces actes qui portent atteinte à l'honneur et à l'efficacité du magnifique mouvement de défense de la République.

Conformément à ces ordres, de nombreuses personnes ont été arrêtées hier, dont beaucoup ne pouvaient produire aucun document justificatif et dont beaucoup étaient des criminels d'habitude, bien connus de la police.

L'un de ces détenus, qui a été emmené au Commissariat général à l'ordre public, a été fouillé et on a découvert qu'il possédait une accréditation le désignant comme membre de la Phalange espagnole. La même chose est arrivée à un autre type, arrêté pour avoir incité des groupes à mettre le feu à des bâtiments religieux. Il est donc clair que tous ceux qui provoquent ou réalisent des actes qui portent atteinte à la dignité de la lutte courageuse de ces jours-ci, le font, non pas pour aider le mouvement, ou par nécessité, mais pour provoquer un trouble et une alarme qui entraveront la victoire et éloigneront la sympathie évidente de toute la population pour les hommes qui ont risqué leur vie pour défendre la République".

---

*l'État*". Dans FAI : *Informe que este Comité de Relaciones de Grupos Anarquistas de Cataluña presenta a los camaradas de la Región*, mars 1937.

<sup>49</sup> L'urgence des décisions à prendre impose, dès le 19 juillet, la rupture du fonctionnement horizontal et fédératif de la CNT et de toute pratique de démocratie directe. La pratique habituelle était de prendre les décisions importantes lors de réunions de dirigeants, de membres du Comité régional, de la Fédération locale de Barcelone, du Comité péninsulaire de la FAI, et de ceux qui occupaient des postes au sein de la CCMA, du Conseil d'économie ou du Comité d'enquête, des patrouilles de contrôle, etc. Par la suite, les décisions déjà prises par les notables ont été ratifiées lors des sessions plénières, conservant "formellement" l'apparence du fonctionnement traditionnel de la CNT.

<sup>50</sup> García Oliver réitère sa proposition de prendre le pouvoir en profitant de la concentration de miliciens qui doivent partir au front.

<sup>51</sup> García Oliver: *El eco*, pp. 190 y 191. Gallardo y Márquez: *Ortiz*, pp. 109 y 110.

<sup>52</sup> ORTIZ, Antonio. "La segunda Columna sale de Barcelona". [AEP].

<sup>53</sup> SANS, Martí: "Allò que fou el Comité Central de Proveïments". *L'Avenç* n° 25 (mars 1980), pp. 17-19.

<sup>54</sup> Les citations sont tirées de : "Els milicians intensifiquen la seva acció per tal de reprimir qualsevol abús". *Diari de Barcelona* (23 juillet 1936).

Ce pillage, dit l'article, a mis en colère les ouvriers et les gardes qui avaient lutté contre les militaires factieux et les fascistes, les battant dans les rues, et qui garantissaient maintenant l'ordre public, au point que "*dans certains cas, il a acquis le caractère d'une punition immédiate et plusieurs de ces pillards ont été victimes*" de leur indignation.

Le cas d'une boucherie du marché de Borne a été décrit, où un ouvrier armé, présentant un papier, a exigé une certaine quantité de viande pour approvisionner les miliciens "*stationnés près de cet endroit*". Peu après, deux individus se sont présentés dans le même magasin et, sans présenter de documents, ont exigé qu'on leur donne des morceaux de viande, que la vendeuse effrayée leur a remis. Peu après, les deux individus ont été arrêtés par des miliciens qui les suivaient. Remis à la police, ils ont été identifiés comme des négligences professionnelles.

L'article se termine par un appel à dénoncer de tels cas.

**Agustín Guillamón**  
Barcelone, mars 2022  
Traduction de Michel Roger

## Bibliographie :

**Asens, José:** *Mis memorias en el exilio. ¡Del Sindicato al Comité de Milicias!* [Texte dactylographié, plus trois feuilles manuscrites, dans Archivo Familia Asens.]

**Ban del Comité de les Milicies Antifeixistes de Catalunya.**

**CNT:** *Informe de la delegación de la CNT al Congreso Extraordinario de la AIT y resoluciones del mismo.*

**Coll, Josep y Pané, Josep:** *Josep Rovira. Una vida al servei de Catalunya i del socialisme.* Ariel, Barcelona.

**FAI:** Informe que este Comité de Relaciones de Grupos Anarquistas de Cataluña presenta a los camaradas de la Región. [1937 ?].

**FAI:** *El anarquismo en España. Informe del Comité Peninsular de la Federación Anarquista Ibérica al Movimiento Libertario Internacional.* Pas de lieu, pas de date [1938 ?].

**Fontana, José María:** *Los catalanes en la guerra de España.* Acervo, Barcelona, 1977.

**García Oliver, Juan:**

- "El Comité Central de Milicias Antifascistas de Cataluña. Los organismos revolucionarios" *Solidaridad Obrera* número 1644 (domingo, 18-7-1937).

- Respuestas al cuestionario de Bolloten (1950). [Hoover Institution]

- *El eco de los pasos.* Ruedo Ibérico, Paris, 1978. [*L'écho des pas.* Coquelicot, 2014]

**Guillamón, Agustín:**

- *La revolución de los comités. De julio a diciembre de 1936.* Aldarull, 2012

- *Correspondencia entre Abel Paz y García Oliver. Anexo: Tesis sobre la Guerra de España y la situación revolucionaria creada el 19 de julio en Cataluña.* Descontrol, 2016. [Correspondance entre Diego Camacho ("Abel Paz") et Juan García Oliver. Ni patrie ni frontières, 2016]

- *Los Comités de Defensa de la CNT en Barcelona.* Quinta edición. Descontrol, 2020. [*Les comités de défense de la CNT à Barcelone (1933-1938)* Coquelicot, 2018].

- *Los Amigos de Durruti. Historia y antología de textos.* Segunda edic. Descontrol, 2021

**Lacruz, Francisco:** *El alzamiento, la revolución y el terror en Barcelona.* Arysel, Barcelona, 1943.

**Márquez, José Manuel y Gallardo, Juan José:** *Ortiz. General sin dios ni amo.* Hacer, Barcelona, 1999. [*Ortiz, général sans dieu ni maître.* Coquelicot, 2020]

**Ortiz, Antonio.** "La segunda Columna sale de Barcelona". Mécanographie non publiée, dans Ateneu Enciclopèdic Popular.

**Oyón, José Luís:** *La quiebra de la ciudad popular. Espacio urbano, inmigración y anarquismo en la Barcelona de entreguerras.* Ediciones del Serbal, Barcelona, 2008

**Paz, Abel:** *Durruti en la Revolución española*. FAL, Madrid, 1996,  
**Peirats, José:** “Mise au point sur de notes”. *Noir et Rouge* num. 38, juin 1967.  
**Romero, Luís:** *Tres días de julio*. (Novela). Ariel, Barcelona, 1967.  
**Sans, Martí:** “Allò que fou el Comité Central de Proveïments”. *L’Avenç* n° 25 (mars 1980)

**Alejandro proletaria. Biblioteca general de pensamiento revolucionario**  
**Serie: Obras, textos y artículos de Agustín Guillamón**



[germinal\\_1917@yahoo.es](mailto:germinal_1917@yahoo.es)